



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1995/L.47
27 février 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 14 de l'ordre du jour

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Algérie, Angola, Bangladesh, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte,
El Salvador, Ethiopie, Gabon, Gambie*, Ghana*, Guinée équatoriale*,
Guinée-Bissau, Iraq*, Jamahiriya arabe libyenne*, Kenya*, Libéria*,
Madagascar*, Maroc*, Mauritanie, Népal, Nicaragua, Nigéria*, Pakistan,
République arabe syrienne*, République-Unie de Tanzanie*,
Sénégal*, Soudan, Togo, Tunisie*, Zaïre*, Zambie*
et Zimbabwe : projet de résolution

1995/... Conséquences néfastes des mouvements et déversements
illicites de produits et déchets toxiques et nocifs
pour la jouissance des droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, s'agissant en particulier de la question des droits de l'homme à la vie et à la santé,

Rappelant ses résolutions 1989/42 du 6 mars 1989, 1990/43 du 6 mars 1990, 1991/47 du 5 mars 1991 et 1993/90 du 10 mars 1993,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant également les résolutions de l'Assemblée générale 42/183 du 11 décembre 1987, 43/212 du 20 décembre 1988, 44/226 du 22 décembre 1989, 45/13 du 7 novembre 1990 et 46/126 du 17 décembre 1991,

Affirmant que les mouvements et déversements illicites de substances et déchets toxiques et nocifs constituent une grave menace pour les droits de l'homme à la vie et à la santé, en particulier dans les pays en développement qui ne possèdent pas les techniques de traitement nécessaires,

Prenant acte de la résolution GC(XXXIII)/RES/509 sur le déversement des déchets nucléaires et de la résolution GC(XXXIV)/RES/530 instituant le code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs, adoptées respectivement les 29 septembre 1989 et 21 septembre 1990 par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et de la décision de la Conférence générale de suivre activement la question des mouvements transfrontières de déchets radioactifs, y compris l'opportunité de l'élaboration d'un instrument juridique de caractère obligatoire sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à la lumière de leurs conséquences néfastes pour les droits de tout être humain à la vie et à la santé,

Reconnaissant que le déversement illicite de substances et déchets toxiques et nocifs peut constituer une grave menace pour les droits de chacun à la vie et à la santé,

Soucieuse de l'appel lancé à tous les Etats par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, pour qu'ils adoptent et appliquent énergiquement les conventions en vigueur concernant le déversement de produits et déchets toxiques et nocifs et coopèrent à la prévention des déversements illicites,

Consciente du fait que les sociétés transnationales et autres entreprises des pays industrialisés ont de plus en plus souvent pour pratique de déverser dans les pays africains et autres pays en développement des déchets dangereux et autres résidus qui constituent une grave menace pour les droits de chacun à la vie et à la santé et dont elles ne peuvent pas se débarrasser sur leurs lieux de production,

Consciente également du fait que de nombreux pays en développement ne possèdent pas les techniques nécessaires pour traiter ces déchets afin d'en éliminer ou diminuer les effets néfastes pour les droits de l'homme à la vie et à la santé,

1. Note avec une profonde préoccupation que l'augmentation du volume des déversements illicites de substances et déchets toxiques et nocifs dans les pays en développement continue d'avoir des conséquences néfastes pour les droits à la vie et à la santé des populations de ces pays;

2. Réaffirme que le trafic et le déversement illicites de substances et déchets toxiques et nocifs constituent une grave menace pour les droits de chacun à la vie et à la santé;

3. Réitère également la demande adressée aux pays industrialisés à la première session de la Conférence des parties à la Convention de Bâle dans la décision I/20, les invitant à interdire l'exportation de déchets dangereux et autres résidus vers des Etats parties qui en ont interdit l'importation et vers des Etats non parties, compte tenu tout spécialement de leurs effets sur la santé et la vie de chacun;

4. Engage tous les gouvernements à prendre les mesures, législatives et autres, qui s'imposent afin d'empêcher le trafic international illicite de produits toxiques et nocifs;

5. Invite le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que les autres organisations régionales, à renforcer leur coopération et leur soutien en ce qui concerne la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques, y compris la question de leurs mouvements transfrontières;

6. Engage la communauté internationale à apporter le soutien nécessaire aux pays en développement, s'ils le demandent, dans les efforts qu'ils déploient pour appliquer les dispositions des instruments internationaux et régionaux en vigueur régissant les mouvements transfrontières et le déversement des produits et déchets toxiques et nocifs afin de protéger et de promouvoir les droits de tous à la vie et à la santé;

7. Décide de nommer un rapporteur spécial pour une période de trois ans, avec pour mandat de :

a) Rechercher et examiner les conséquences du déversement illicite de substances et déchets toxiques et nocifs dans les pays africains et autres pays en développement pour la jouissance des droits de l'homme, en particulier des droits de chacun à la vie et à la santé;

b) Rechercher, suivre, examiner et recevoir des communications et rassembler des renseignements sur le trafic et le déversement illicites de substances et déchets toxiques et nocifs dans les pays africains et autres pays en développement;

c) Formuler des recommandations et des propositions sur les mesures qui s'imposent pour contrôler, réduire et éliminer le trafic, le transfert et le déversement illicites de substances et déchets toxiques et nocifs dans les pays africains et autres pays en développement;

d) Dresser chaque année la liste des pays et des sociétés transnationales qui se livrent au déversement illicite de produits et déchets toxiques et nocifs dans les pays africains et autres pays en développement et recenser le nombre d'êtres humains tués, mutilés ou blessés dans les pays en développement du fait de cette pratique odieuse;

8. Prie le Rapporteur spécial de soumettre à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-deuxième session, ses conclusions, y compris la liste des pays et des sociétés transnationales qui se livrent au déversement illicite de produits et déchets toxiques et nocifs dans les pays africains et autres pays en développement;

9. Prie également le Secrétaire général de créer au Centre pour les droits de l'homme un groupe de coordination spécifiquement chargé du suivi des conclusions du Rapporteur spécial et des autres problèmes liés aux conséquences des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme;

10. Prie en outre le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toutes les ressources financières et humaines dont il aura besoin pour s'acquitter de son mandat;

11. Engage tous les gouvernements, institutions spécialisées et organisations non gouvernementales à coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial, en particulier en fournissant des renseignements sur les mouvements et déversements de substances et déchets toxiques et nocifs;

12. Décide de poursuivre l'examen de la question des conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session au titre du point pertinent de l'ordre du jour;

13. Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant :

"Le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 1995/... du ... 1995, approuve la décision de la Commission de nommer, pour un mandat de trois ans, un rapporteur spécial pour les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme, et prie le Secrétaire général de fournir à ce dernier toute l'assistance dont il ou elle aura besoin pour s'acquitter de son mandat."
